

On reprend son souffle !

- **S&P 500 : 3 946 (+ 0,3%) / VIX : 26,16 (- 4,1%)**
- **Dow Jones : 31 135 (+ 0,1%) / Nasdaq : 11 720 (+ 0,7%)**
- **Nikkei : 27 884 (+ 0,2%) / Hang Seng : 18 935 (+ 0,4%) / Asia Dow : - 0,1%**
- **Pétrole (WTI) : 88,45 \$ (- 0,03%)**
- **10 ans US : 3,431% / €/€ : 0,9967 \$ / S&P F : + 0,1%**

(À 7h05 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les indices boursiers américains clôturent la séance d'hier sur un petit rebond, après un « mardi noir ». Les prix à la production en termes de demande finale n'ont pas eu d'impact majeur. Pourtant, ce rapport était nettement plus positif que l'indice des prix à la consommation et reste un indicateur important des tensions inflationnistes domestiques. L'indice S&P 500 a fluctué entre 3 925 (- 0,3%) et 3 950 (+ 0,5%), touchant même un plus bas sur la dernière heure à 3 912, avant de nettement rebondir sur les dernières minutes de cotation, pour clôturer à 3 946 (+ 13 points), en hausse de 0,3%. Le Dow Jones est en hausse de 0,1% à 31 135 (+ 30 points) et l'indice Nasdaq gagne 0,7% à 11 720 (+ 86 points). Le VIX redescend de 4,1% à 26. Les investisseurs ont racheté quelques-unes des valeurs les plus vendues sur la séance de mardi, notamment Tesla (+ 3,6%), Amazon (+ 1,4%), Netflix (+ 2,8%) et Apple (+ 1,0%). Les taux obligataires se sont stabilisés.

La justice européenne a confirmé l'amende record infligée en 2018 par Bruxelles à Google (+ 0,7%), validant son abus de position dominante de son système d'exploitation Android. Le recours introduit par Google est rejeté pour l'essentiel mais le tribunal de l'UE a jugé approprié de réduire le montant de la sanction de 4,3 à 4,1 Mds € afin de mieux tenir compte de la gravité et de la durée de l'infraction. Cette décision est un arrêt rendu en première instance et susceptible d'appel dans un délai de deux mois. Bruxelles reproche à Google d'avoir forcé des fabricants de téléphones et de tablettes utilisant son système d'exploitation à préinstaller son moteur de recherche et son navigateur Chrome pour éliminer des concurrents.

Le procureur général de la Californie a lancé des poursuites contre Amazon (+ 1,4%), qu'il accuse d'abuser de sa position dominante pour freiner la concurrence et faire monter les prix : « Amazon force les commerçants à accepter des accords qui maintiennent les prix artificiellement élevés, en sachant très bien qu'ils ne peuvent pas se permettre de dire non ». D'après l'enquête menée par le bureau du procureur, Amazon « pénalise sévèrement » les entreprises si leurs produits sont vendus moins chers sur d'autres plateformes. Les autres places de marché n'ont donc aucune chance d'émerger. Selon une étude menée par Feedvisor et citée par le communiqué, 96% des abonnés à *Prime* sont plus susceptibles d'acheter des produits sur la plateforme que n'importe où ailleurs,

et 74% de l'ensemble des consommateurs américains vont directement sur Amazon quand ils ont décidé d'acheter quelque chose sur internet. En conséquence, de plus en plus de commerçants tiers adoptent Amazon chaque jour, malgré le fait que leurs coûts totaux pour vendre sur ce site sont largement supérieurs à ceux d'autres magasins en ligne.

Starbucks (+ 5,5%) a revu ses prévisions de croissance à la hausse lors d'une journée de présentation aux investisseurs. Le groupe dit anticiper une croissance annuelle des bénéfices allant de 15% à 20% sur les trois prochaines années. Auparavant, Starbucks tablait sur cette même période, sur une croissance annuelle des profits allant de 10% à 12%. Starbucks va investir 450 millions \$ supplémentaires pour moderniser ses enseignes en Amérique du Nord. Avec sa nouvelle stratégie, le groupe prévoit une croissance supérieure à 10% de son chiffre d'affaires et de son bénéfice par action au cours des prochains trimestres. Keurig Dr Pepper (+ 0,1%) a annoncé une hausse de 6,7% de son dividende, qui passe de 75 cents à 80 cents. Johnson & Johnson (+ 2,1%) a annoncé un programme de rachat d'actions de 5 Mds \$. Le programme, qui représente 1,2% de la capitalisation boursière de J&J, mais il n'y a pas de limite de temps. Philip Morris International (- 0,3%) a relevé son dividende trimestriel de 1,6%, le faisant passer de 1,25 à 1,27 \$ par action. Le groupe de défense et aérospatiale américain Raytheon Technologies (+ 3,2%) a annoncé qu'il avait procédé à une mise à jour de ses perspectives de flux de trésorerie disponible : il passe de 6 à 4 Mds \$ environ, pour prendre en compte l'augmentation de ses coûts et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Les cours des compagnies de transport ferroviaire reculent face au risque d'une grève à grande échelle en cas d'échec des discussions en cours entre patronat et syndicats. Citigroup (- 1,2%) prévoit de boucler l'an prochain la scission de ses activités de banque de détail au Mexique, via une vente ou une introduction en bourse.

Asie

Les bourses asiatiques sont stables ce matin, au lendemain de leur plus forte baisse en trois mois. Les débats sont maintenant sur le risque que la banque centrale annonce une hausse de 100 pb de ses *Fed funds*, la semaine prochaine. Sur les changes, le yen s'est maintenu juste au-dessus de ses plus bas niveaux récents, profitant des indications d'une possible intervention des autorités japonaises sur le marché. Le dollar néo-zélandais a légèrement progressé à la suite de données de croissance meilleures que prévu. L'indice Nikkei est en hausse de 0,3%, tandis que les marchés chinois évoluent en ordre dispersé : + 0,5% pour le Hang Seng et - 1,0% pour Shanghai. Du côté du Japon, le pays connaît un déficit commercial record en août, aggravé par la chute du yen. Par contre, bonne nouvelle, le Japon devrait lever l'interdiction des visas touristiques individuels et supprimer la limite des arrivées quotidiennes en octobre, afin de profiter du rebond du tourisme mondial selon le journal Nikkei.

La banque centrale chinoise a maintenu son taux directeur inchangé ce matin. Son taux d'intérêt à un an de sa facilité de prêt à moyen terme reste à 2,75%, tout en injectant 400 Mds de yuans (57,45 Mds \$) de liquidités supplémentaires. La PBoC a également injecté des liquidités d'une valeur de 2 Mds de yuan par le biais d'accords de prise en pension de sept jours. Certaines des grandes banques commerciales d'État chinoises réduiront les taux des dépôts personnels à partir de jeudi selon le journal officiel *Securities Times*. Les taux de dépôt, tant pour les comptes courants que pour les comptes de dépôt, seront modifiés. Le taux d'intérêt pour les dépôts à terme de trois ans et les certificats de dépôt (CD) sera abaissé de 15 pb. Cette décision intervient après que la Chine ait réduit ses taux de prêt de référence le mois dernier, le taux préférentiel des prêts (LPR) à

un an ayant été abaissé de 5 pb à 3,65 % et le LPR à cinq ans ayant été réduit d'une marge plus importante de 15 pb à 4,30 %.

Le secteur de l'immobilier chinois, en proie à des difficultés, profite d'informations sur des mesures de soutien du gouvernement. L'indice des promoteurs immobiliers de Hong Kong est en hausse de 6,5 %. Mais, les investisseurs chinois restent prudents sur les autres secteurs, dans l'attente de la rencontre entre le président chinois Xi Jinping et Vladimir Poutine en Ouzbékistan.

Change €//\$



(Source : Marketwatch)

Change Yen/\$



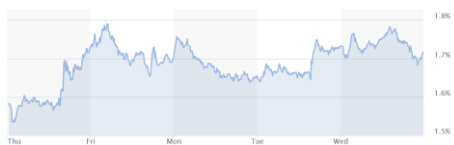
(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Les marchés obligataires ont connu une « pause », avec une volatilité réduite, et un recul de 2 pb en moyenne des taux longs dans la zone Euro. Après plusieurs records de niveau de taux sur les maturités courtes aux Etats Unis (de 6 mois à 3 ans), la courbe des taux se stabilise. Outre-Manche, malgré la hausse des prix à la consommation au Royaume-Uni en recul de 9,9% sur un an en août, les *Gilts* imitent les T-Bonds, les OAT et les Bunds avec un recul de 2 pb, à 3,151%.

Sur le marché des changes, la journée d'hier est celle du Yen. La devise nippone reprend près de 1% face au dollar à 143 et 0,8% face à l'euro. La Banque du Japon (*BoJ*) a sondé des opérateurs du marché des changes, une action rarissime renforçant l'éventualité d'une future intervention de Tokyo. Un « *rate check* » de la *BoJ* consiste à prendre la température auprès des acteurs du marché des changes et a eu pour effet immédiat de soutenir le yen : un dollar s'échangeait pour 143,25 yens, alors qu'il avait frôlé la barre symbolique des 145 yens en début de séance en Asie mercredi. Le gouvernement japonais multiplie de nouveau ces derniers jours des déclarations visant à calmer la tempête sur le yen. Une intervention directe du Japon, en vendant des dollars issus de ses réserves de change pour acheter du yen, semble toutefois compliquée à mettre en œuvre, car cela nécessiterait une concertation préalable avec Washington, et le succès de la manœuvre ne serait pas garanti pour autant. La dernière intervention de Tokyo sur le marché des changes remonte à 2011. La Banque du Japon, dont une décision de politique monétaire est attendue le 22 septembre, continue à affirmer pour l'instant que la hausse des prix à la consommation n'est que transitoire car essentiellement liée au fort renchérissement des importations.

De son côté, l'Euro regagne un peu de terrain face au Dollar (+ 0,3%) et face au Franc suisse. Outre-Manche, la Livre reprend + 0,7% face au \$ à 1,1570 après la publication de la hausse des prix à la consommation au Royaume-Uni (+ 9,9% sur un an en août, après +10,1% en juillet). Le won coréen est descendu hier à son plus bas niveau depuis plus de 13 ans face au dollar. La monnaie sud-coréenne est tombée jusqu'à 1,395 wons pour un dollar, pour la première fois depuis mars 2009. Le won souffre de la cadence du resserrement monétaire de la banque centrale américaine, nettement supérieur à celui de la Banque de Corée ces derniers mois. L'écart entre le rendement de la dette d'Etat américaine à dix ans et son équivalent sud-coréen est désormais proche de son plus bas niveau depuis le début de la pandémie de coronavirus. Le won est aussi handicapé par les déboires de la Chine, de très loin son premier partenaire commercial et qui pèse un quart des exportations du pays. Autre économie dans une situation similaire, Taïwan, dont la devise, le dollar taïwanais, a plongé mercredi à son plus bas depuis trois ans face au dollar. Enfin, le baht thaïlandais flirte actuellement avec son point bas depuis près de 16 ans.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole ont rebondi sur la séance d'hier grâce à l'annonce de la levée de restrictions sanitaires en Chine (levée du confinement à Chengdu, l'une des plus grandes villes chinoises qui compte 21 millions d'habitants), mais aussi par la perspective de la fin du programme d'utilisation massive des réserves stratégiques américaines. Les investisseurs ont aussi été encouragés par les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a légèrement abaissé son estimation de demande pour 2022, mais a maintenu sa prévision de progression en 2023. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, est en hausse de 1,0%, pour clôturer à 94,10 \$. Le prix du WTI, pour livraison en octobre, progresse de 1,3%, à 88,48 \$. Après avoir touché, début septembre, un plus bas depuis janvier, le prix de gros de l'essence aux Etats-Unis a amorcé une remontée et atteint mercredi son plus haut niveau depuis deux semaines. Ce matin en Asie, les cours du pétrole sont stables. Mais, les investisseurs sont encore inquiets sur les problèmes concernant l'offre, notamment avec l'arrêt des transports ferroviaires imminents aux Etats-Unis du fait d'une grève. Trois syndicats négocient un nouveau contrat qui pourrait affecter les expéditions ferroviaires, qui sont importantes pour les livraisons de brut et de produits distillés. TotalEnergies SE a réduit la production de sa raffinerie de 238 000 barils par jour (bpj) de Port Arthur, au Texas, en raison de l'arrêt prévu de deux unités de récupération du soufre (SRU).

Les reconfinements en Chine pèsent sur la croissance de la demande mondiale de pétrole selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a revu très légèrement à la baisse ses prévisions pour 2022. Cette année, la demande mondiale de pétrole devrait croître de 2 millions de barils par jour (mb/j), au lieu des 2,1 millions précédemment, pour atteindre 99,7 mb/j. Mais en 2023 elle dépasserait ses niveaux pré-Covid, à 101,8 mb/j, si la Chine rouvre comme prévu. La croissance du pétrole reste soutenue grâce à sa substitution au gaz, devenu très cher. Selon ce rapport mensuel, l'offre mondiale de pétrole a quant à elle crû de 790 000 barils par jour en août par rapport à juillet, pour atteindre 101,3 mb/j. Jusqu'en décembre, la production devrait voir sa croissance encore ralentir, l'AIE affichant désormais une prévision de 100,1 mb/j en 2022 (et 101,8 mb/j en 2023). En ce qui concerne la Russie, ses exportations de pétrole ont atteint en août 7,6 mb/j (soit 390 000 barils par jour de moins qu'avant la guerre en Ukraine), pour des revenus à l'export estimés à 17,7 Mds \$ (- 1,2 Mds \$).

Les stocks américains de pétrole brut sont restés orientés à la hausse la semaine dernière, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les réserves de brut ont augmenté de 2,4 millions de barils à 429,6 millions sur la semaine du 9 septembre. Les stocks d'essence sont en baisse de 1,8 million de barils, tandis que les réserves de produits distillés, qui incluent le fioul domestique, se sont accrues de 4,2 millions de barils. Le taux d'utilisation des capacités est remonté, atteignant 91,5% contre 90,9% la semaine précédente.



en collaboration avec

Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2022, Tous droits réservés.